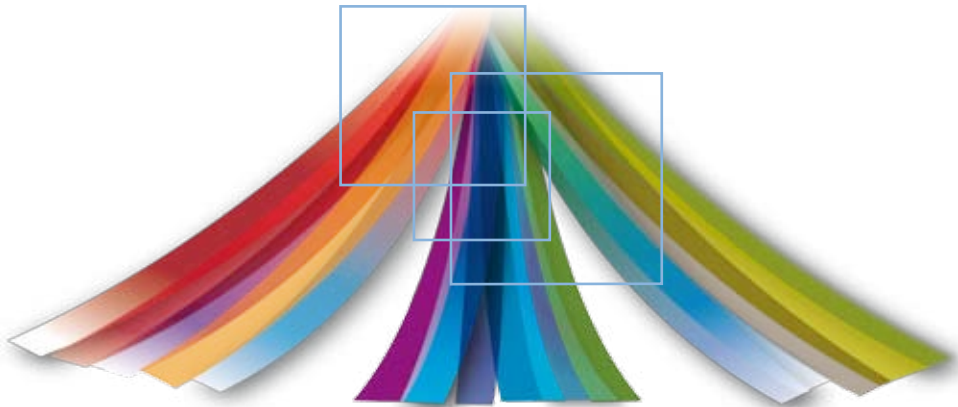


NOTES DE SYNTHÈSE DU PACTE MONDIAL POUR L'EMPLOI



Organisation
internationale
du Travail



PROMOTION DES EMPLOIS VERTS POUR FACILITER LA REPRISE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. Résumé

Dans leur réponse à la crise internationale, les gouvernements ont l'occasion de changer la manière dont ils élaborent et mettent en œuvre leurs stratégies de développement économique. Les appels de plus en plus pressants pour une voie de développement plus durable, en termes sociaux, économiques et environnementaux, et pour une économie mondiale « plus verte » doivent se traduire par des mesures politiques qui i) aident les communautés, secteurs, régions et travailleurs touchés par le changement climatique, notamment via un dialogue social et une protection sociale

accrue, ii) encouragent l'investissement dans la création d'emplois verts et iii) renforcent les capacités et les systèmes de formation professionnelle en vue de mieux répondre aux besoins émergents du marché du travail. Chacune de ces composantes est traitée dans l'Initiative Emplois verts¹, un partenariat entre l'OIT, le PNUE, l'OIE et la CSI.

¹ www.ilo.org/integration/themes/greenjobs/index.htm

2. Description des enjeux politiques

La crise financière et économique actuelle risque d'amplifier la dégradation persistante de l'environnement et l'impact croissant du changement climatique si les pays criblés de dettes décident de geler leurs plans visant à promouvoir une voie de développement plus durable. Cependant, on observe que de nombreux pays combinent des mesures de promotion de la reprise post-crise économique avec d'autres mesures destinées à lutter contre la dégradation environnementale et traitant d'autres défis majeurs comme la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'égalité entre hommes et femmes. Cette voie peut être définie par des investissements dans des secteurs verts, propres et durables, le soutien à la création d'entreprises durables et la création d'emplois verts, en particulier là où on en a le plus besoin.

Le principal défi politique consiste à faire correspondre les avantages d'un développement durable avec les réponses à

court terme au chômage et à la pauvreté. Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT a un rôle unique à jouer pour stimuler et soutenir le dialogue social qui abordera et conviendra des voies à prendre pour une « transition juste ». Cette notion marie les dimensions économiques, sociales et environnementales des stratégies de l'emploi vers une économie « verte » à faible émission de carbone.

Les travailleurs et les employeurs seront touchés de différentes manières (positives et négatives) par les politiques de développement durable. Les politiques visant à réduire les modes de production non durables risquent de nuire à l'emploi et aux entreprises dans certains secteurs, tandis que celles visant à encourager, par exemple, les énergies renouvelables et les transports à faible émission de carbone sont susceptibles d'augmenter les opportunités de travail. Pour faire face à ces changements rapides, il est nécessaire de mettre en place une transition équitable et

La série des notes de synthèse du Pacte mondial pour l'emploi est destinée à informer les lecteurs de la pertinence des domaines techniques d'action de l'OIT pour faire face aux récessions économiques et participer à une reprise économique durable. Chaque note invite le lecteur à prendre contact avec l'OIT pour des informations et un soutien complémentaires.

D'autres notes sont disponibles à l'adresse <http://www.ilo.org/jobspact>



bien gérée pour les travailleurs et les entrepreneurs. Pour y parvenir, il est nécessaire d'établir des consultations et le dialogue social, des politiques actives du marché du travail, en particulier pour traiter les besoins des personnes les plus vulnérables. L'un des volets critiques à tous les niveaux est la gouvernance.

L'investissement dans les infrastructures est l'un des moyens permettant de relancer la croissance et de créer des emplois. De plus, les décisions d'investissement prises aujourd'hui définiront les émissions mondiales à effet de serre de demain et de nombreuses années à venir. Les investissements visant à enrayer ou atténuer les causes du changement climatique et ceux nécessaires pour l'adaptation à ces effets peuvent être destinés à créer des emplois à grande échelle. On peut citer, par exemple, des travaux d'infrastructure pour lutter contre les inondations, des programmes d'irrigation pour combattre les sécheresses, l'isolation des bâtiments et l'évolution de la route vers le rail.

La promotion des entreprises durables dans les secteurs émergents comme celui des énergies renouvelables, des logements écologiques et de la gestion intégrée des déchets permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'autres impacts environnementaux. De surcroît, de meilleures pratiques de gestion responsable sur le lieu de travail et son environnement peuvent contribuer grandement à la mise en place de pratiques plus propres, vertes et sûres qui réduisent les émissions et diminuent les coûts de santé liés aux maladies professionnelles et aux accidents du travail. Le défi consiste à montrer que les efforts visant à rendre le lieu de travail plus vert sont rentables en termes d'augmentation de la productivité et de la compétitivité.

Par ricochet, les investissements et le développement des entreprises liés à une économie plus verte sous-tendent de nouvelles capacités et des compétences entrepreneuriales différentes. Les changements structurels nécessaires à la transition vers les technologies vertes ou les nouvelles sources d'énergie font appel à des compétences différentes sur les marchés du travail. De nouveaux emplois verts verront le jour et de nouveaux types de capacités et de compétences devront être intégrés dans les profils professionnels existants. La création de nouvelles filières de formation et le lancement de campagnes de promotion de l'entrepreneuriat vert, notamment chez les jeunes, doivent se fonder sur les besoins de ces nouvelles exigences du marché du travail.

Le défi politique majeur est de savoir comment coordonner au mieux les politiques d'emploi et de renforcement des capacités avec les politiques environnementales et sectorielles pour un développement plus durable et de mettre en place des économies pauvres en émissions de carbone. Le laps de temps nécessaire pour le faire représente une contrainte inhérente qui retarde à son tour l'effet sur la durabilité.

Enfin, le concept d'économie verte doit très clairement inclure la dimension sociale, à savoir éducation, santé, protection sociale, égalité entre les hommes et les femmes et travail comme objectifs des politiques et des investissements. Il faudra évaluer les mesures d'adaptation alternatives sans omettre les différents avantages sociaux obtenus. En termes d'investissement dans l'économie verte (énergie, transport, habitat), il faut tenir compte des besoins des personnes les plus vulnérables.

3. Options politiques pour relever ces défis

*Aperçu des mesures politiques vertes*²

Selon une étude de la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC) sur les plans verts de relance dans le monde entier,³ environ 16% des 3,1 billions de dollars de mesures fiscales peuvent être liés à des questions d'investissement dans le domaine du changement climatique, soit un montant de plus de 512 milliards de dollars avec des effets multiplicateurs attendus, étant donné que l'impact des dépenses totales dépasse à présent le billion de dollars. Selon

cette étude, en termes absolus, se sont la Chine et les États-Unis qui dominent le paysage des plans verts de relance. Cependant, la République de Corée a le pourcentage le plus élevé au monde de plans de relance dans des domaines liés à l'environnement, suivie des États-Unis et de la Chine.

² Cette section se fonde sur le projet de recherche « Compétences requises pour les emplois verts », CEDEFOP/OIT (à paraître, 2010)

³ www.globaldashboard.org/wp.../HSBC_Green_New_Deal.pdf



Le gouvernement sud-africain a identifié l'économie verte comme l'un des éléments décisifs de la nouvelle voie de croissance et du plan d'action de politique industrielle. Il affirme que la transition mondiale vers une économie durable, à faible émission de carbone et économe en ressources, pourrait créer des emplois dans de nombreux secteurs de l'économie et devenir un moteur de développement. En mai 2010, il a accueilli le Sommet de l'économie verte sur le thème majeur suivant: «Vers une voie de croissance à faible émission de carbone, économe en ressources et favorable à l'emploi».

Des volets verts bien adaptés des plans de relance créent des emplois et stimulent l'économie tout en atteignant les objectifs plus larges de production plus propre et d'économie d'énergie. Les États-Unis estiment qu'en moyenne pour chaque milliard de dollars investi dans la relance verte, 30 000 emplois seraient créés et une économie de 450 millions par an serait réalisée sur les dépenses énergétiques.

En Chine, les experts estiment que pour chaque 100 milliards de dollars injectés dans les investissements verts, le PIB augmenterait de 143 milliards de dollars, les recettes fiscales de 1 milliard de dollars et la consommation des ménages de 60 milliards de dollars. De plus, on estime à environ 600 000 le nombre de nouveaux emplois créés. Le programme de relance massif du pays de 586 milliards de dollars se concentre sur les infrastructures et les logements sociaux. Ensemble, le gouvernement central et les gouvernements locaux ont lancé plus des 60 000 nouveaux projets d'investissement au cours des huit premiers mois de l'année 2009.

En France, en plus du plan de relance, les engagements du Grenelle de l'environnement de 2009 à 2020 représentent plus de 600 milliards de dollars investis dans des mesures vertes supplémentaires. On pense que cet investissement générera plus de 500 000 emplois et un rendement annuel d'environ 30 milliards de dollars.

En Allemagne, on estime que 13% des plans globaux de relance (soit 105 milliards de dollars) permettront de créer 25 000 emplois dans le secteur de la production et de la construction pour le réaménagement des bâtiments visant à améliorer leur efficacité énergétique. Le secteur des énergies renouvelables a accueilli 280 000 emplois en 2008 et des investissements programmés, dont certains seront financés par le plan de relance, et devrait en accueillir encore plus d'après les prévisions. Par exemple, 30 000 emplois seront créés pour la construction de parcs éoliens au large.

Les investissements dans les économies d'énergie et les bâtiments verts qui font partie du «New Deal» vert de la République de Corée se montent à 0,5% du PIB et la stratégie de faible émission de carbone représente à elle seule 1,2% du PIB. Ces stratégies devraient permettre de créer 181 000 et 334 000 emplois respectivement.

Ces mesures sont des exemples, mais il convient de noter que la relance verte ne peut pas remplacer une politique globale de lutte contre la dégradation environnementale et le changement climatique. Les programmes les plus réussis viennent compléter et non remplacer des politiques énergétiques et climatiques à plus long terme.

Les emplois verts en pratique

Au fur et à mesure que les pays traduisent les politiques en mesures, on recueille des informations empiriques sur les impacts de ces politiques. En voici quelques exemples:

Brésil: Le ministère du Travail et de l'Emploi et le ministère de l'Environnement du Brésil font partie du Comité interministériel visant à prendre des initiatives d'emplois décents et verts pour la réduction de l'impact environnemental des activités économiques. Quelques exemples: i) les États amazoniens encouragent les chaînes de création de valeur de produits autres que le bois comme les biocosmétiques, les médicaments ou les fruits; ii) le programme «Ma maison, ma vie» pour la construction d'un million de logements sociaux équipés d'énergie thermique solaire dans les deux années à venir. L'OIT collabore avec le gouvernement brésilien pour préparer un programme de formation visant les travailleurs dans le domaine de l'entretien des panneaux solaires.

Inde: Dans le cadre de la loi sur le système national de garantie de l'emploi rural (NREGA), les personnes qui acceptent des contrats intermittents au salaire minimum légal peuvent trouver immédiatement un emploi dans les travaux publics. Plus de 45 millions de ménages ont ainsi trouvé un emploi. Une grande partie des travaux d'infrastructure contribuent à la protection et à l'amélioration de l'environnement naturel: environ 390 000 des projets ont concerné la conservation des eaux, la lutte contre la sécheresse et les plantations, la lutte contre les inondations et la connectivité des régions rurales, participant ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'adaptation aux effets du changement climatique.



Afrique de l'Est: Un nouveau programme de l'OIT visant à soutenir la Commission africaine pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya s'est mis au vert en incluant des programmes éducatifs et des campagnes de création d'entreprises dans des secteurs comme les énergies renouvelables, l'agricul-

ture durable et la gestion des déchets. Les mandants et les entreprises partenaires ont été formés sur le concept des emplois verts et mettent en place des plans d'action pour intégrer la perspective verte dans leurs stratégies nationales.

4. Conclusions et recommandations

L'augmentation des emplois verts est encourageante. Les emplois verts parviennent à s'ancre profondément dans les pays développés, mais hormis en Chine et au Brésil, ils ne sont pas encore monnaie courante dans la plupart des pays en développement. Cependant, ce sont ces pays qui rassemblent la plupart de la main-d'œuvre mondiale. Des efforts soutenus sont nécessaires pour encourager la création d'emplois verts à une cadence plus élevée et à plus grande échelle.

Cependant, la part croissante de l'informalité dans l'économie mondiale représente un défi majeur pour la croissance des emplois verts. De plus, l'accroissement de l'inégalité dans et entre les pays est un frein majeur. Les efforts faits pour le travail décent et le développement durable en faveur des pauvres dans le cadre d'une stratégie unique et intégrée sont nécessaires pour créer des emplois verts, en particulier dans les pays en développement.

Les initiatives politiques vertes et une plus grande cohérence politique sont indispensables pour la reprise et un développement durable. Le dialogue social et des efforts accrus pour impliquer la société civile et engager le secteur privé sont essentiels pour améliorer la compréhension des voies de la croissance verte et appuyer les mesures pratiques visant à soutenir une « transition juste ». À titre d'exemple, on peut citer les consultations bipartites entamées au niveau sectoriel en Espagne pour débattre des implications du protocole de Kyoto pour l'industrie espagnole.

Parallèlement, les communautés, le gouvernement local et le secteur privé doivent être encouragés à innover et adopter des approches contextualisées pour la promotion des emplois verts. Cela permettra de faire progresser les activités en l'absence d'accords contraignants au niveau international et pourra aider à créer une nouvelle dynamique pour les cadres stratégiques durables indispensables.

5. Lectures et ressources complémentaires

- BIT: *Green Jobs in the Context of the ILO Employment Sector*, document préparé pour la 99^e session de la Conférence internationale du Travail, Genève, 2010.
- R. Pollin and J. Wicks-Lim, 2008. *Job Opportunities for the Green Economy*, Political Economy Research Institute (Amherst, MA, University of Massachusetts).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE): *Green Jobs: Towards decent work in a sustainable, low-carbon world*, (PNUE/OIT/OIE/CSI, Genève, 2008.) Disponible à l'adresse: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_098503.pdf